

**Convention collective nationale**

**IDCC : 7007. – COOPÉRATIVES AGRICOLES DE TEILLAGE DU LIN  
(21 mars 1985)**

(Étendue par arrêté du 26 août 1985,  
*Journal officiel* du 5 septembre 1985)

**AVENANT N° 48 DU 1<sup>ER</sup> JUILLET 2018**

NOR : AGRS1997222M

IDCC : 7007

Entre :

Fédération syndicale du teillage agricole du lin FESTAL,

D'une part, et

Confédération française des travailleurs chrétiens CFTC-Agri ;

Fédération générale agroalimentaire CFDT ;

Fédération nationale agroalimentaire CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**PRÉAMBULE**

Les partenaires sociaux, ayant par voie d'avenant n° 46 en date du 20 juin 2017, étendu par arrêté d'extension du 20 février 2018 révisé les durées des périodes d'essai, leurs durées et leurs conditions de renouvellement, et ayant constaté une erreur matérielle quant à l'absence de précision de la durée de renouvellement de la période d'essai des techniciens et agents de maîtrise, ont convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

L'article 1.3 « Renouvellement de la période d'essai » de l'article 16 « Période d'essai » de la convention collective nationale est complété par la disposition suivante concernant les techniciens et agents de maîtrise :

**« Article 1.3**

*Renouvellement de la période d'essai*

Catégorie techniciens agents de maîtrise :

Si la période d'essai n'est pas concluante, il est possible de prévoir, par écrit et d'un commun accord, le renouvellement de la période d'essai de même durée que la période initiale. »

## **Article 2**

### *Entrée en vigueur*

Le présent avenant entrera en vigueur à partir du lendemain de la publication au *Journal officiel* de son arrêté d'extension.

## **Article 3**

### *Dépôt légal et extension*

Le présent avenant est établi en un nombre suffisant d'exemplaires pour notification à chacune des organisations syndicales représentatives.

Le présent avenant fera l'objet des formalités de dépôt dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du code du travail.

Les parties signataires conviennent de demander l'extension du présent accord.

Fait à Paris, le 1<sup>er</sup> juillet 2018.

(Suivent les signatures.)